

LA NATION

QUOTIDIEN D'INFORMATION EN LIGNE FONDÉ LE 21 FEVRIER 2005

Des guadeloupéens caribéens pensent la Guadeloupe et le Monde

DIXIÈME ANNÉE N°1166 DU 3 JANVIER 2015

1801/2015 : 214^e ANNÉE DE LA NATION GUADELOUPE

**BONNE ET HEUREUSE
ANNÉE 2015**

2014 ANNÉE DES CHÔMEURS ET DE LA FAMILLE GUADELOUPÉENNE

SUIVEZ NOUS SUR :

facebook

twitter

Google+

Email

**LE MESSAGE
DU NOUVEL AN
DE JEAN PAUL ELITHER**

**LA DÉCENNIE
INTERNATIONALE POUR
LES AFRODESCENDANTS
COMMENCE EN 2015**

1 LA NATION N°1166 / SAMEDI 3 JANVIER 2015

LES TITRES

AFFAIRES NATIONALES ET À LA UNE page 3

AFFAIRES MONDIALES page 9

SANTÉ page 21

MARCHÉS FINANCIERS MONDIAUX page 22

DROIT, MANAGEMENT, PATRIMOINE page 25

TABLEAU DE BORD GUADELOUPE page 28

Nombre de pages :31

LA NATION

PUBLICATION DU GROUPE MÉDIA CARAÏBE :
22 BIS RUE ALEXANDRE ISAAC POINTE À PITRE GUADELOUPE

ADMINISTRATION :

Géré par l'association Média Caraïbe.

PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION : **DAVILA JACQUES**

COORDONNATEUR ADMINISTRATIF: **JEAN PAUL ELUTHER**

Abonnement : 0690 55 93 53 ;

Publicité : Régie Caraïbe de publicité 0690 55 93 53 ;

Agence de presse : Média info

RÉDACTION

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION ET RÉDACTEUR EN CHEF : ELUTHER JEAN PAUL

COMITÉ DE RÉDACTION: José Ayassamy; Romuald Myriam; Jacques Davila; Wesley Aminata.

2 LA NATION N°1166 / SAMEDI 3 JANVIER 2015

À LA UNE

LE MESSAGE DU NOUVEL AN DE JEAN PAUL ELUTHER

Une nouvelle année a débuté . Je souhaite à chacun de nos compatriotes une bonne et heureuse année 2015 , une année de réussite , de joie, de solidarité consentie et de défense des familles mises trop souvent en danger . Je pense plus particulièrement en ce début d'année à tous nos compatriotes qui combattent la maladie avec plus ou moins de succès , aux nombreux accidentés de la vie victimes d'une société déstructurante et à tous nos anciens de plus en plus nombreux et âgés qui subissent souvent la solitude avec une dignité exemplaire . Le bonheur pour tous est une de nos exigences et nous devons toujours prendre ou faire prendre toutes les mesures collectives nécessaires pour que ce droit devienne une réalité permanente de notre société . Le temps que nous passons sur terre doit être exceptionnel pour tout le monde . La cause de beaucoup de nos malheurs vient de l'oubli du caractère prioritaire de ce droit au bonheur . Nous sommes conscients que la situation actuelle de notre pays ne favorise pas toujours la réalisation du droit au bonheur. En effet, la Guadeloupe vient de passer une année 2014 très difficile. La plupart des indicateurs économiques et sociétaux sont inquiétants. Chômage, violence, mécontentement le plus souvent intériorisé , contradictions individuelles et collectives et fracture de nombreuses familles sont devenus monnaie courante et minent dangereusement notre société et notre aptitude à aller de l'avant . Nos compatriotes ont affronté avec dignité et en silence ce moment de notre histoire, n'acceptant d'en parler que discrètement . Malheureusement, dans notre pays l'espoir à disparu au point que nos compatriotes se terrent dans leur maison et sont souvent contraints d'accepter l'inacceptable. Bien entendu , notre jeunesse est principalement touchée , elle qui a besoin de rêves et d'exemples pour conquérir l'avenir . Si nous gardons notre comportement de 2014, 2015 risque d'être encore plus

catastrophique En 2015 , outre notre quête individuelle de bonheur et de contentement, nous devons aussi penser à notre communauté et en faire notre priorité afin de lui dessiner un destin à la hauteur de notre histoire et des principes que nous ont légués nos ancêtres. La Guadeloupe en effet est en danger et ses risques d'implosion augmentent régulièrement . Nous devons aussi nous prendre en main afin que notre pays soit notre produit et non celui des autres . La construction d'un pays est une affaire complexe qui se réalise en permanence grâce à nos actions quotidiennes toujours recommencées et reproduites . Nous devons aussi suivre l'action de ceux qui nous dirigent et les dénoncer avec force quand cela s'avère nécessaire . Nous devons enfin , multiplier nos débats partout où nous nous trouvons pour que nous puissions élaborer nos projets collectifs sans lesquelles nous seront largués et dominés . 15 après le début du 21e siècle, le temps nous est compté et nous devons tout faire pour bien l'utiliser. Voilà le souhait prioritaire que nous formulons pour que la Guadeloupe et ses habitants puissent trouver leur véritable voie. Donnons enfin une chance à notre considérable potentiel .

BONNE ET HEUREUSE ANNÉE 2015.

AFFAIRES NATIONALES

POLITIQUE

MEDEF : LA PRÉSIDENTE DÉMISSIONNE

Michèle Montantin a présenté sa démission à la tête du MEDEF « pour raisons personnelles ». C'est le 1er vice président, Bruno Blandin qui assure l'intérim. Cette décision, rendue publique jeudi, intervient six mois avant la fin du mandat de Michelle Montantin. Il faudra attendre le mois de mai prochain et le renouvellement, pour les deux prochaines années, du conseil d'administration et du bureau. L'UDE-MEDEF assure « retenir du mandat de la présidente, première femme élue à la tête de notre organisation, sa grande implication au service des entreprises ». « Notre association continuera à faire preuve de solidarité et affirmer son ambition réelle d'être un acteur essentielle de l'économie guadeloupéenne ».

FRANCE : LES SIX DOSSIERS CHAUDS DE 2015 QUI VONT AVOIR UN IMPACT SUR LA GUADELOUPE

Le gouvernement français va devoir faire approuver plusieurs réformes emblématiques sous la surveillance étroite de Bruxelles.

- La loi Macron

C'est un peu la « mère » des réformes pour le gouvernement. Le projet de loi pour la croissance et l'activité du ministre de l'Économie, Emmanuel Macron, sera examinée par les députés dès le 26 janvier. « Ça va être tendu », pronostique un haut responsable. Réclamé par Bruxelles, décrié par une partie des syndicats (travail dominical), combattu par les professions réglementées, le texte cristallise toutes les attentions même si les économistes en attendent des effets limités à court terme sur la croissance et l'emploi. L'aile gauche du Parti socialiste appelle les parlementaires à voter contre le texte. Dans la configuration actuelle, un vote contre des communistes, des Verts et d'une trentaine d'élus socialistes pourrait empêcher l'adoption du projet de loi, souvent dénoncé comme « fourre-tout ». Destiné à desserrer des règles jugées trop rigides ou pénalisant l'activité, dans de nombreux domaines, le texte prévoit notamment la libéralisation des professions réglementées et du transport par autocar, la réforme de la justice prud'homale et des tribunaux de commerce ou l'extension du travail dominical. Si l'exécutif n'a pas fermé la porte à des aménagements, sur le nombre de dimanches travaillés entre autres, « le texte est ambitieux et son ambition restera », a promis le Premier ministre, persuadé – sondages à l'appui – que les Français sont « bien plus prêts à la réforme » que leurs représentants.

- Le marché du travail

Quelle que soit l'issue du dernier round de négociations entre les partenaires sociaux dans deux semaines, l'exécutif s'est engagé à légiférer sur la modernisation du dialogue social et les seuils sociaux. Par le biais d'un texte ad hoc et non plus d'un ajout au

projet de loi Macron, comme évoqué un temps. Si un accord est trouvé entre patronat et syndicats, il sera traduit en texte de loi. Dans le cas contraire, le gouvernement prendra la plume. Les organisations patronales restent très divisées entre elles sur la représentation des salariés dans les petites entreprises. Et l'assouplissement des fameux seuils sociaux (11 et 50 salariés) pour un certain nombre d'instances comme les comités d'entreprise ou les fusions de ces dernières se heurtent à des résistances syndicales. Mais le statu quo n'est pas possible, a prévenu l'exécutif, qui voit dans ce travail d'allégement et de simplification un moyen de dynamiser les entreprises et de lever des freins à l'embauche, alors que le chômage risque à nouveau de progresser cette année. Les mêmes partenaires sociaux dresseront ensuite un bilan de l'accord national interprofessionnel signé en janvier 2013. Le gouvernement les pousse à le revisiter et à l'améliorer sensiblement, notamment sur la question sensible des dérogations à la durée légale du travail. Les 35 heures ont été « un progrès qu'il faut faire respirer aujourd'hui vers plus de flexibilité », a insisté Emmanuel Macron. Le gouvernement voudrait que soient assouplies les conditions des accords de maintien dans l'emploi, qui ont eu très peu de succès. Voire que l'augmentation du temps de travail soit possible quand les carnets de commandes l'exigent et plus seulement quand les entreprises rencontrent des difficultés. Ces points figureront dans le texte de loi sur le dialogue social.

- Les retraites

Un an après la réforme du régime général, le chantier des retraites revient sur le devant de la scène, via les complémentaires. Les représentants des salariés et des patrons doivent sauver l'Agirc-Arrco de la faillite. Ils ont commencé cet automne à étudier la « boîte à outils » de la réforme. Ils négocieront à partir du 17 février, afin de trouver une solution d'ici à juin. Objectif : réaliser quelque 5 milliards d'euros annuels d'économies en 2017. L'exécutif peut d'autant moins se désintéresser de ce régime de protection sociale obligatoire qu'il pourvoit le quart des revenus des retraités non cadres et la moitié de la pension des cadres. Surtout, si les partenaires sociaux décident de modifier l'âge auquel on peut toucher sa retraite complémentaire à taux plein, les salariés prendront de facto leur retraite plus tard, ce qui rendra caduc l'âge légal de départ (62 ans en 2017).

- La loi santé

De janvier à mars, le projet de loi santé de Marisol Touraine va être « réécrit » en concertation avec l'Ordre des médecins et les partenaires sociaux, avant le passage au Parlement. Les médecins multiplient grèves et protestations contre ce texte qui prévoit notamment la généralisation du tiers payant, la délégation de tâches aux infirmiers, pharmaciens et sages-femmes, et la refonte de l'organisation territoriale de la santé. Les médecins réclament aussi et surtout une revalorisation, notamment les généralistes, dont la consultation de base reste bloquée à 23 euros. C'est un chantier que l'Élysée préférerait, si possible, ne pas avoir à ouvrir, car il pourrait coûter très cher à la Sécurité sociale.

- La réforme de l'état

« J'espère qu'au titre des grandes réformes de 2015 il y aura la loi Macron, la loi Touraine et une grande réforme de l'Etat », confiait récemment Thierry Mandon. Le secrétaire d'Etat à la Réforme de l'Etat et à la Simplification promet des mesures qui ne se veulent pas cosmétiques. Le gouvernement fixera en février-mars une feuille de route pour sa réforme de l'Etat, alors qu'une vaste revue des missions est en cours. L'exercice, qui a déjà abouti à l'identification d'un millier de missions en tout genre, vise à « vérifier que toutes ses interventions sont pertinentes », qu'elles sont effectuées au bon échelon entre l'Etat et les collectivités, mais aussi « qu'il n'y a pas de domaines dans lesquels plus d'intervention de l'Etat serait utile », a expliqué Thierry Mandon. Cette réforme de l'Etat se fait en parallèle du projet de loi sur la nouvelle organisation territoriale. Reste à voir ce qui sortira concrètement de cette revue des missions. Le Premier ministre, Manuel Valls, a déjà recadré son secrétaire d'Etat à la Réforme territoriale, André Vallini, en défendant le maintien de la politique de l'emploi dans le giron de l'Etat.

- La réforme territoriale

Les sénateurs attaqueront le troisième volet de la réforme territoriale à la mi-janvier. C'est un marathon parlementaire qui s'annonce sur un texte redistribuant les rôles des trois échelons de collectivités. Le gouvernement mise sur cette réforme pour simplifier les administrations locales et les rendre plus économes.

Le projet de loi succède au texte sur la création des métropoles voté début 2014 et la nouvelle carte des 13 régions françaises entérinée en décembre. Moins politique, la réforme des compétences promet pourtant des guerres de tranchées comparables tant les enjeux territoriaux sont forts. Les partisans des départements ont obtenu leur maintien mais vont se battre pour limiter les transferts de compétences aux régions. Les métropoles et les intercommunalités cherchent aussi à limiter l'hégémonie des conseils régionaux. Ces derniers espèrent des moyens et un leadership clair sur la stratégie économique.

ÉCONOMIE , SOCIAL , SCIENCES, TECHNOLOGIE

LE DÉCÈS D' ALAIN GAYADINE

Alain Gayadine est décédé dans la nuit de mercredi à jeudi, à l'âge de 61 ans, des suites d'une longue maladie. Cet exploitant agricole a débuté très jeune ses prises de position en faveur de la défense du monde agricole, notamment de la filière canne. Alain Gayadine a participé aux combats de l'UTA (Union des travailleurs agricoles) et de l'UPLG (Union populaire pour la libération de la Guadeloupe). Ancien secrétaire général de L'UPG, l'Union de Paysans de Guadeloupe devenue l'Union des Producteurs de Guadeloupe, il était connu pour la maîtrise de ses dossiers.

LA CONVENTION POUR UNE GUADELOUPE NOUVELLE , LA CENTRALE DES TRAVAILLEURS UNIS , LE PRÉSIDENT DU CONSEIL GENERAL et de nombreuses organisations ont salué la mémoire d'un homme profondément attaché à sa terre de Guadeloupe ».

Notre rédaction présente à sa famille ses sincères condoléances .

ENFIN LES PRIX DU CARBURANTS BAISSENT

L'année 2015 commence par une diminution conséquente des prix des carburants : - 4 cts sur le gazole, - 9 cts sur le sans plomb et - 1,48 euros sur le prix du gaz. La Préfecture indique qu'en décembre, le marché a connu une baisse historique du cours des matières premières et des produits pétroliers de près de 20%. Cette baisse est toujours liée au déséquilibre entre l'offre, nourrie

par la production de brut aux Etats-Unis, et la demande freinée par une activité économique morose. L'effet de la parité monétaire euro/dollar est pratiquement neutre. Par ailleurs, la réglementation relative à la mise en œuvre de la troisième génération des Certificats d'Economie d'Energie, entraîne une augmentation d'environ 0,5 euros / hl. Par conséquent, à compter du 1er janvier :

1. Pour les carburants routiers, les prix maxima sont fixés comme suit :

- Super sans plomb : 1,37 euros soit - 9 cts par rapport à décembre (1,46 euros)

- Gazole : 1,26 euros soit - 4 centimes par rapport à décembre (1,30 euros)

2. Pour la bouteille de gaz de pétrole liquéfié de 12,5 kg

Le prix maximum est fixé à 19 euros au lieu de 20,48 euros en décembre, soit - 1,48 euros.

A titre de comparaison, dans l'hexagone, le prix moyen constaté est de 1,36 euros pour le sans plomb et de 1,16 euros pour le gazole.

© 2014 La Nation

RUBRIQUE PRÉPARÉE PAR LA RÉDACTION

AFFAIRES MONDIALES

SOCIÉTÉ, POLITIQUE ET ÉCONOMIE MONDIALES

DÉBUT DE LA DÉCENNIE INTERNATIONALE DES AFRODESCENDANTS (2015 - 2024)

En 2015 , après la Célébration de l'Année Internationale des Afrodescendants en 2011, on entre dans la Célébration de la

9 LA NATION N°1166 / SAMEDI 3 JANVIER 2015

Décennie Internationale des Afrodescendants qui débute ce 1er janvier 2015 et se terminera le 31 décembre 2024 et dont le thème est: 'Afrodescendants : reconnaissance, justice et développement'.L'objectif principal de la Décennie Internationale adoptée en 2013 consistera à promouvoir le respect, la protection et la réalisation de tous les droits humains et des libertés fondamentales des afrodescendants. Cette Décennie internationale est la période que se donne l'ensemble des nations et des peuples pour restituer leur pleine dignité à ceux qui ont été bafoués, avilis et qui ne sont plus là pour réclamer justice, mais aussi pour montrer aux jeunes générations, que l'ordalie de leurs ancêtres ne passera pas par pertes et profits des aléas de l'histoire. La reconnaissance est, en effet, un élément fondamental de la reconstruction des relations humaines, elle révoque les classifications des hiérarchisations raciales établies au nom d'une prétendue civilisation, par des criminels au service de l'exploitation et de la spoliation.

LES POLITIQUES MONÉTAIRES INQUIÈTENT

Un risque majeur de l'économie mondiale est la divergence des politiques monétaires adoptées par les grandes économies, un phénomène qui se poursuivra vraisemblablement encore quelques années, a indiqué un économiste américain. La zone euro et le Japon continueront leurs politiques d'assouplissement monétaire agressif pour stimuler la demande faible, tandis que les Etats-Unis augmenteront leurs taux d'intérêts, a prédit David Stockton, de l'Institut Peterson d'économie internationale et ancien chef de la division de recherche économique de la Réserve fédérale américaine, dans une interview accordée récemment à Xinhua. De même, la récente appréciation du dollar et la dépréciation du yen japonais et de l'euro sont susceptibles de se poursuivre, car l'économie américaine continuera d'enregistrer de meilleurs résultats que ces économies, a-t-il estimé. Selon l'expert, l'économie mondiale fera face à un environnement de faible inflation l'année prochaine, compte tenu du ralentissement de la croissance et de la chute des prix du pétrole. La baisse considérable des prix du pétrole jugulera l'inflation dans de nombreux pays, où les taux d'inflation se situent en dessous des objectifs fixés par leurs banques centrales. Mais ce type d'inflation faible n'est pas la principale préoccupation de l'économie mondiale, car la tendance à

la baisse s'avérera probablement éphémère, a noté M. Stockton. Les prix du pétrole sont susceptibles de devenir un important facteur de stimulation pour les économies qui sont de grandes importatrices de pétrole, et la stimulation pour les économies consommatrices d'énergie sera plus grande que les répercussions pour les économies productrices de pétrole, selon l'expert. En revanche, la faible inflation résultant de la faiblesse de l'économie est une grande source de préoccupation. Il y a une incertitude considérable quant à la solidité des économies de la zone euro et du Japon ; la croissance dans certaines économies de marché émergentes ralentit également, a-t-il constaté. Même aux Etats-Unis, malgré l'amélioration du marché du travail, aucun signe de pression à la hausse sur l'inflation n'est visible, étant donné que l'appréciation du dollar maintient les prix des importations à un niveau faible et que la baisse substantielle du cours du pétrole pèse également sur le niveau des prix, selon l'expert. "C'est la raison pour laquelle les décideurs politiques, en particulier dans les économies développées, doivent faire quelque chose pour ramener l'inflation vers leurs objectifs. Comme l'a montré l'économie japonaise, une fois que vous êtes coincés dans la zone de déflation, il est difficile de vraiment en sortir", a déclaré M. Stockton. Le meilleur moyen pour se libérer de la faible inflation est de poursuivre l'expansion d'une politique monétaire agressive, selon l'expert. Bien que la Banque centrale européenne ait tardé à adopter une politique monétaire agressive, elle pourrait commencer à prendre plus de mesures pour stimuler l'inflation similaires à celles adoptées par la Réserve fédérale américaine (Fed) et la Banque d'Angleterre, et plus récemment par la Banque du Japon, a déclaré l'expert. Quant à la Fed, elle commencera probablement à augmenter les taux vers le milieu de l'année 2015, mais la normalisation de la politique monétaire se poursuivra à un rythme plus lent que ce que le marché prévoyait, a noté M. Stockton. Un changement de la politique monétaire de la plus grande économie mondiale pourrait être une source de volatilité et de turbulences pour les marchés financiers. Le risque d'inversion des flux de capitaux dans l'économie mondiale continuera probablement de se poser, a-t-il indiqué. Selon lui, de nombreuses économies de marché émergentes ont dépendu des entrées de capitaux bon marché, alors que la Réserve fédérale américaine a maintenu des taux d'intérêt très bas pendant une très longue période. En ce qui concerne l'impact sur la Chine, l'expert a estimé que la Chine était mieux placée pour résister à un renversement de la politique de la

Fed et serait moins affectée par les effets divergents des politiques monétaires. Au-delà des risques économiques, les tensions géopolitiques croissantes pèseront sur l'économie mondiale l'année prochaine, a déclaré M. Stockton. Les tensions entre l'Ukraine et la Russie poseront dans une certaine mesure des risques pour l'économie européenne, tandis que leur impact sur d'autres économies, comme les Etats-Unis, restera limité, a noté M. Stockton.

AMÉRIQUE CARAÏBE

LE BILAN MARTELLY : LA DIMENSION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE (2)

Pour une fois depuis longtemps, une mandature se caractérise par une croissance relativement régulière et soutenue . Partant d'une situation de croissance négative en raison du tremblement de terre , -5,5 % en 2010, la croissance est ensuite répartie pour atteindre 5,5 % en 2011, puis 2,9 % en 2012 , 4,2% en 2013 et en 2014 2,8 % pour un montant total de 15 432 de gourdes constantes ou 388 809 en gourdes courantes en millions . Tous les secteurs ont participé à cette performance étonnante pour Haiti et notamment le secteur secondaire et dans une moindre mesure les secteurs primaire et tertiaire . Ces résultats avaient été dans l'ensemble prévus par le gouvernement et donc par la politique économique dont les orientations sont exposés en liminaire de la loi de finances présentée par l'exécutif au parlement chaque année . Cependant , l'évolution du PIB par tête est resté modeste du fait d'une forte croissance démographique pour laquelle il n'y a pas eu de véritable politique , la régulation démographique s'opérant par une migration qui a pris une grande ampleur . Pour de nombreuses familles, la migration est perçue comme un moyen de sortir de la pauvreté. Au cours de la période ,2000-2012, 20% de la population a migré au sein du pays. Par exemple, les migrants éduqués gagnent en moyenne entre 20% et 30% de plus que s'ils étaient restés en Haiti.

◆ Cependant cette croissance n'a pas supprimé les déséquilibres traditionnels de l'économie. En effet, l'économie haitienne reste une économie d'importation puisque les importations sont supérieurs au PIB en terme constant et presque égal en terme courant . L'envolée des importations a commencé en 2000 , s'est

accentué au fil des ans et risque de continuer en raison de la politique d'équipement actuelle . Les exportations de leur côté sont restés modestes et donc les balances commerciale et des paiements restent déficitaires malgré l'apport des transferts de la diaspora qui représente un fort pourcentage du PIB . Ces envois de fonds des travailleurs résidant à l'étranger communément appelés transferts privés sont restés la principale source de devises de l'économie haïtienne. Ils représentent plus de 2.34 fois la valeur des exportations et plus de 5 fois s'il faut enlever les réexportations. Ces transferts sont en moyenne de 150\$ par personne. La balance des paiements est un document de la comptabilité nationale qui recense, pour une période donnée, l'ensemble des transactions économiques internationales (commerciales, financières et monétaires) que les résidents d'un pays (les particuliers, les entreprises ou l'État) ont réalisées avec ceux du reste du monde. Elle est constituée de plusieurs soldes intermédiaires qui peuvent être excédentaires ou déficitaires : Le compte des transactions courantes qui regroupe la balance commerciale , les échanges de services, les transferts courants, certains revenus du travail et les revenus du capital ; Le compte de capital (acquisition d'actifs non financiers tels qu'achats /ventes de brevets, et remises de dettes) ; Le compte financier (échanges de capitaux entre un pays et l'étranger). Si le compte des transactions courantes est déficitaire, pour payer cette différence l'économie nationale doit emprunter ou utiliser les réserves de la banque centrale. L'accumulation de déficits du compte de transactions courantes a pour conséquence un accroissement de l'endettement du pays, ce qui menace sa prospérité et son indépendance. C'est le cas en Haïti et la politique économique de l'administration en place n'a pas réussi à modifier cette dynamique .

❖ Cette croissance n'a pas non plus favorisé une création d'emplois susceptible de faire baisser l'important chômage dont malheureusement la mesure n'est pas régulière et le niveau non connu avec précision. On a observé une augmentation des emplois mieux rémunérés dans le bâtiment, le transport et les télécommunications, secteurs qui ont reçu une part importante de l'investissement de la communauté internationale.

❖ Elle n'a donc pas non plus profité aux salariés . Selon les articles 136 et 137 du CT, les salariés ont droit à un salaire minimum fixé par la loi ou par décret sur rapport motivé du conseil supérieur des

salaires . Ce salaire doit être périodiquement ajusté en fonction des variations du coût de la vie ou toutes les fois que l'indice officiel de l'inflation fixé par l'institut haïtien de statistiques et d'informatique accuse une augmentation d'au moins dix pour cent sur une période d'une année fiscale . Le conseil supérieur des salaires est un organisme tripartite composé de six membres nommés par le président de la république dont deux représentants des employeurs, deux représentants des travailleurs et deux représentants du ministère des affaires sociales . Il est présidé par le directeur général du travail ou son représentant . Il n'a pas de pouvoir réglementaire. Il étudie, interprète les données relatives aux salaires dans les entreprises. Il a simplement un pouvoir consultatif et ses décisions sont des recommandations qui ne s'imposent pas au ministère des affaires sociales qui est libre de les accepter ou pas . Une augmentation du salaire minimum a été décidée en 2009 (loi du 18 août 2009 Le moniteur du 6 octobre 2009) . Ce salaire est exempté des charges salariales de l'assurance maladie. Les cotisations sont supportées entièrement par l'employeur (art 51 du décret du 18 février 1975 sur l'assurance maladie) . Mais l'administration Martelly n'en a pas modifié le montant . Par contre, les salaires minimaux ont été augmentés .Le principe de la libre détermination des salaires trouve une seconde limite, après celle du salaire minimum , dans l'obligation de respecter les salaires minimaux définis en principe par les conventions et accords collectifs. Cependant , pour tenir compte de la diversité des branches de l'activité économique et de la quasi absence de la négociation salariale , l'administration établit des salaires minimaux par branche . Les propositions de montant de salaires minimaux sont faites par le conseil supérieur des salaires . Depuis le 1er mai 2014, les salaires minimaux de branche ont été augmentés par arrêté présidentiel du 16 avril 2014 publiée le 16 avril 2014 dans le journal officiel Le Moniteur. En réalité , dans le domaine social , aucune négociation d'envergure n'a eu lieu entre les partenaires sociaux pour distribuer les fruits de la croissance sauf pour les enseignants où un accord salarial a récemment été adopté . Enfin , le système de sécurité sociale haïtien , en charge de l'Office National d'Assurance Vieillesse et de l'Office d'Accident du Travail, Maladie et Maternité, caractérisé par sa fragmentation et sa portée limitée n'a pas évolué. Le pays attend toujours un système national de protection sociale . Par contre, le gouvernement a mis en place de nombreux programmes sociaux . Conscient que 56% de la population haïtienne vit avec moins de 1\$

USD ou 46 gourdes par jour, l'administration Martelly-Lamothe a lancé un programme d'assistance sociale sur tout le territoire national, nommé EDE PÈP. Ce programme vise à soutenir les plus démunis et à les aider à sortir de leur situation précaire. L'initiative gouvernementale EDE PÈP regroupe 15 projets d'assistance sociale et touche des domaines variés. Le Gouvernement haïtien a décidé de se donner les moyens d'améliorer les conditions de vie de sa population en mobilisant plusieurs leviers: en allouant un budget important pour les programmes d'assistance sociale; en utilisant ses organes d'exécution compétents en matière de gestion des projets de développement pour Haïti, le Fonds d'Assistance Economique et Sociales (FAES), le Ministère de l'Intérieur, le Ministère des Affaires Sociales et du Travail, le Ministère des Droits Humains et la Lutte contre la Pauvreté Extrême, le Ministère Délégué à la Promotion de la Paysannerie, le Ministère de l'Agriculture, le Ministère à la Condition Féminine, le Ministère de l'Education Nationale, le Bureau du Secrétaire d'Etat à l'Intégration des Personnes Handicapées, le Programme National des Cantines Scolaires (PNCS), le Programme de Scolarisation Universelle Gratuite et Obligatoire (PSUGO). Plus de 2 millions de personnes confrontées à la pauvreté extrême ont bénéficié des divers programmes .

◆ Le gouvernement a publié son premier diagnostic sur la pauvreté depuis plus de 10 ans. L'étude a identifié cinq tendances résumant les performances d'Haïti : Entre 2000 et 2012, le pourcentage de personnes vivant dans l'extrême pauvreté (avec un dollar ou moins par jour) a chuté de 31% à 24% au niveau national et de 20% à 5% à Port-au-Prince. Plus de 200,000 personnes ont réussi à sortir de la pauvreté. ; Le taux de scolarisation est passé de 78% à 90%, un taux proche de l'objectif de scolarisation universelle des enfants. Toutefois, de nombreux enfants abandonnent l'école ou doivent redoubler leurs classes. Moins de 60% atteignent la dernière année de l'enseignement primaire et le faible niveau d'éducation est l'un des principaux facteurs à l'origine du chômage. Cependant, le degré élevé de vulnérabilité menace ces améliorations : près de 2,5 millions d'Haïtiens ne peuvent couvrir leurs besoins alimentaires de base, tandis qu'un million est en danger de retomber dans la pauvreté. Les progrès dans la réduction de la pauvreté ont été la plupart du temps entraînés par l'aide internationale (après le séisme), les remises de fonds et une augmentation des emplois mieux rémunérés dans le bâtiment, le

transport et les télécommunications, secteurs qui ont également reçu une part importante de l'investissement de la communauté internationale dans le cadre du processus de reconstruction. Haïti continue d'afficher la plus grande inégalité des revenus sur le continent, et est l'un des pays les plus inégalitaires du monde. Les 20% des ménages les plus riches gagnent 64% du revenu total du pays, tandis que les 20% les plus pauvres doivent se contenter de seulement 1%. Enfin, Il y a un écart grandissant entre Port-au-Prince et le reste du pays. Plus de 80% des personnes vivant dans l'extrême pauvreté habitent dans les zones rurales. Les familles dans le nord et le sud-ouest du pays travaillent dur pour produire de la nourriture, mais ne parviennent pas à gagner assez. Les événements climatiques extrêmes, le manque d'engrais, de pesticides et de semences, et l'accès limité au marché ne sont que quelques-uns des obstacles auxquels ils sont confrontés. Ce profond écart urbain-rural peut être observé dans l'accès aux services. Seulement 16% des habitants des zones rurales ont accès à un assainissement amélioré, au lieu de 48% dans les villes. **À SUIVRE .**

DILMA ROUSSEFF A PRÊTÉ SERMENT AU BRÉSIL

Dilma Rousseff a prononcé un discours de militante après avoir prêté serment le 1er janvier. Tout en mentionnant la nécessité d'« ajuster les dépenses publiques », la présidente brésilienne a estimé que cela pourra se faire « avec le moins de sacrifices possibles » en préservant les acquis sociaux et la réduction de la pauvreté. Dans une conjoncture délicate, marquée par une croissance économique proche de zéro et l'accumulation des déficits, elle s'est engagée à « ne pas trahir les engagements (NDLR : du Parti des travailleurs) dans le domaine social ». Elle laisse ainsi la sale besogne de la rigueur à son nouveau ministre des Finances, Joaquim Levy, qui doit prendre ses fonctions aujourd'hui. Et les défis qui s'annoncent sont énormes. Pour la première fois en dix ans, le Brésil devrait enregistrer un déficit commercial. Le déficit de la balance des paiements courante atteint 4 % du PIB, alors que le déficit budgétaire, en nette détérioration, frôle les 6 % du PIB. La dette va être surveillée de très près, ainsi que l'évolution du crédit. En plein scandale de corruption qui touche la compagnie pétrolière Petrobras, la présidente a adopté un ton nationaliste pour défendre la plus

grande entreprise publique du pays, qui n'a toujours pas publié son bilan du troisième trimestre de l'an dernier. Alors que plusieurs anciens dirigeants ont confessé avoir détourné plusieurs millions de dollars, Petrobras figure selon elle en position de victime. « Nous avons de bonnes raisons de préserver et de défendre Petrobras de prédateurs internes et de ses ennemis de l'extérieur ». Ces derniers sont soupçonnés de vouloir changer le cours de la politique adoptée par le Brésil pour exploiter ses énormes réserves en eaux ultra-profondes. Sur la même lancée nationaliste, Dilma Rousseff a dévoilé le nouveau slogan de son gouvernement (« patrie éducatrice »), en soulignant qu'elle va accorder la priorité à l'éducation. Après une victoire étriquée à l'élection présidentielle d'octobre et la composition d'un Congrès qui lui sera moins favorable que lors de son premier mandat, Dilma Rousseff a également remanié son gouvernement. Une douzaine de partis y sont représentés, mais il fallu procéder à de savants dosages pour ménager la susceptibilité de chacun. Le parti des travailleurs (PT) de la présidente a ainsi dû céder deux portefeuilles (finances et éducation), alors que son allié centriste, le parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB), en a gagné un supplémentaire, ainsi que d'autres petites formations politiques qui devront lui apporter son soutien. Plusieurs proches de l'ancien président Lula ont été écartés. Changement également à la tête de la diplomatie, avec la nomination au poste de ministre des Affaires étrangères de Mauro Vieira, qui était jusqu'alors ambassadeur du Brésil aux Etats-Unis. Ce qui pourrait présager d'un réchauffement des relations entre Brasilia et Washington, mises à mal par des affaires d'espionnage. D'ailleurs, le vice-président américain Joe Biden a rencontré Dilma Rousseff peu après sa prestation de serment.

EUROPE

UNE ANNÉE RICHE EN ÉLECTIONS

Dans un an, le paysage politique de l'Europe sera fort différent de ce qu'il est en cette fin 2014. L'année à venir sera en effet riche de nombreuses élections un peu partout sur le Vieux continent. Des élections qui modifieront l'image du Conseil européen et pourrait peser bien davantage sur l'avenir de l'UE que les élections européennes de 2014. Car, si ces dernières n'ont conduit qu'au renouvellement de la même « grande coalition » - certes affaiblies -

entre sociaux-démocrates et conservateurs, ces deux grandes forces politiques pourraient être les grandes perdantes de cette année électorale 2015. Tour d'Europe des futures élections.

1. En Grèce

Suite à l'absence de président élu le 29 décembre, l'assemblée nationale grecque (Vouli) a été dissoute. Il y aura des élections législatives le 25 janvier.

2. En Espagne

Depuis novembre, l'Espagne est secoué par un tremblement de terre politique. Le parti issu du mouvement anti-austérité des Indignados (Indignés), baptisé Podemos (« Nous pouvons ») et créé au printemps dernier est désormais en tête des sondages. Les grands partis traditionnels, le Parti Populaire (PP) de Mariano Rajoy et le parti socialiste (PSOE) sont en chute libre par rapport aux élections de 2011, particulièrement le deuxième. Les Cortès qui seront renouvelés le 20 décembre risquent donc de sonner le glas du bipartisme espagnol.

3. En Catalogne

L'Espagne risque, avant cela, d'être encore sous el feu de toutes les attentions. Après le référendum « illégal » sur la souveraineté de la Catalogne le 9 novembre, le président du gouvernement régional Artur Mas a annoncé vouloir convoquer des élections « plébiscitaires », autrement dit centrée sur la question de l'indépendance de la région. La condition serait que le camp indépendantiste trouve un terrain d'entente pour faire front commun. Les discussions sont en cours et pourraient déboucher sur des élections en début d'année. En cas de succès du camp indépendantiste, de difficiles discussions s'ouvriraient avec Madrid et l'affaire ne serait sans doute pas tranchée avant les élections générales espagnoles...

4. En Italie

Pas d'élections générales prévues en Italie cette année, mais une élection présidentielle puisque le président Giorgio Napolitano, 92 ans, a décidé de démissionner. En avril 2013, le parlement italien et

les 52 représentants des régions chargés d'élire un président n'avaient pu trouver une majorité autour d'un nom au bout de cinq tours. Giorgio Napolitano avait donc accepté de remplir pour mettre fin à la crise politique qu'ouvrait cette élection. C'est la même assemblée - à peu de choses près - qui devra trouver encore une fois un successeur au vieux président.

5. Au Royaume-Uni

Prévue le 7 mai, ce sera une des élections les plus suivies de l'année. Comme en Espagne, le bipartisme britannique risque de se fissurer. Conservateurs et Travailleurs sont au coude-à-coude dans les sondages, mais devront désormais compter avec la puissance montante des Eurosceptiques de l'UKIP de Nigel Farage.

6. Au Portugal

Le pays sort très progressivement de la récession, mais la cure d'austérité infligée depuis 2010 laisse des traces. Le gouvernement de droite de Pedro Passos Coelho est très impopulaire avec 45 % d'opinions défavorables contre 16 % d'opinions favorables. Néanmoins, il n'y a pas eu au Portugal d'émergence de mouvements forts anti-austérité comme en Grèce, en Italie ou en Espagne. Le principal bénéficiaire du rejet du gouvernement demeure le Parti socialiste (PS) qui, en 2010, avait commencé la politique d'austérité. En théorie, c'est ce dernier qui devrait reprendre les rênes du pouvoir. Il promet d'adoucir la politique économique, même si le pays a une faible marge de manœuvre compte tenu de sa forte dette.

7. Au Danemark

La coalition de gauche au pouvoir depuis 2011 va devoir faire face à test difficile. La première ministre Helle Thorning Schmidt peut certes se prévaloir d'une forte croissance au troisième trimestre (+0,5 %), mais les chiffres des trimestres précédents restaient peu encourageants et, au troisième trimestre, les exportations et la consommation des ménages n'ont pas contribué à la croissance. La politique d'austérité menée par la majorité de gauche a aliéné beaucoup de ses électeurs. Le scrutin de 2015, prévu en septembre, sera sans doute marqué par la montée des extrêmes.

8. En Finlande

Après les élections de 2011 qui avaient vu le succès des « Vrais Finlandais », parti eurosceptique, une large alliance allant de l'extrême-gauche aux conservateurs avaient été formés sous la houlette du premier ministre Jyrki Katainen. Ce dernier a mené une politique économique orthodoxe qui a conduit au départ de plusieurs membres de la coalition, notamment l'alliance de gauche et la ligue écologiste. Jyrki Katainen parti à Bruxelles, la coalition est désormais menée par le jeune premier ministre Alexander Stubb, lui aussi membre du parti conservateur Kokoomus. La Finlande traverse actuellement une des plus graves crises économiques de son histoire en raison de la politique d'austérité et de l'essoufflement de ses marchés traditionnels d'exportation, notamment la Russie. Le parti du Centre, longtemps dominant et modérément eurosceptique pourrait revenir en force avec ses élections prévues le 19 avril prochain.

9. En Pologne

Après le départ de Donald Tusk à Bruxelles pour présider le conseil européen, le gouvernement polonais est dirigé par la première femme chef de gouvernement du pays, Ewa Kopacz. Leur parti, Plate-forme civique (PO), allié au gouvernement au parti paysan (PSL), a subi une lourde défaite lors des élections locales de ce mois de décembre 2014. Mais la bonne santé économique du pays (la croissance devrait être de 3 % cette année) et les outrances du parti Loi et Justice (PiS) de Jaroslaw Kaczynski pourraient lui assurer la confiance des Polonais.

10. En Estonie

En mars 2014, le premier ministre estonien Andrus Ansip, a démissionné après neuf années au pouvoir dans ce pays balte pour rejoindre la commission européenne. Le nouveau premier ministre, Taavi Rõivas, 34 ans, comme lui membre du Parti de la Réforme (PR, centre-droit) en a profité pour changer de partenaire de coalition et s'est allié avec les Sociaux-démocrates (SDE). Dans une ambiance tendue avec la Russie qui détient un membre des services secrets estoniens accusé d'espionnage et alors que le pays comporte une minorité russe estimée à un quart de la population,

les élections prévues le 1er mars seront un test pour cette nouvelle coalition. Il semble que cette nouvelle coalition puisse passer ce test sans encombre.

© 2014 La Nation

RUBRIQUE PRÉPARÉE PAR JACQUES DAVILA

SANTÉ

LE CANCER EST DÛ À UN MANQUE DE CHANCE LE PLUS SOUVENT

Le cancer est souvent dû à un "manque de chance" qui voit des mutations aléatoires se produire dans le processus de division des cellules, plutôt qu'à des causes génétiques ou à un environnement défavorable, selon une étude de chercheurs américains. Cette étude publiée jeudi et parue dans la magazine Science daté du 2 janvier, menée par des scientifiques de l'Université Johns Hopkins, est basée sur un modèle statistique prenant en compte une grande variété de cancers. Elle ne prend toutefois pas en compte le cancer du sein, le plus fréquent chez les femmes, ni celui de la prostate, le deuxième plus courant pour les hommes après le cancer de la peau. Sur les cancers chez les adultes pris en compte, environ les deux tiers peuvent être expliqués par des mutations génétiques aléatoires qui permettent aux tumeurs de grossir, et un tiers sont le fruit de facteurs génétiques ou d'un environnement défavorable. "Cette étude montre que vous pouvez accroître vos risques d'avoir un cancer en fumant ou avec d'autres mauvaises habitudes de vie", souligne l'un des auteurs de cette recherche, Bert Vogelstein, professeur d'oncologie à l'Université de médecine Johns Hopkins. "Malgré tout, de nombreuses formes de cancer sont largement dues à un manque de chance et à une mutation d'un gène qui provoquera un cancer, sans aucune relation avec le mode de vie ou des facteurs héréditaires", ajoute-t-il. Et, selon lui, les personnes qui vivent longtemps tout en fumant ou en s'exposant au soleil sans protections particulières, sans avoir de cancer, n'ont pas forcément de "bons gènes": "La vérité est que la plupart d'entre eux ont simplement beaucoup de chance", dit encore M. Vogelstein. Pour cette étude, les chercheurs se sont penchés sur le processus

naturel de renouvellement des cellules dans le corps humain. Celui-ci permet au corps de remplacer les cellules lorsqu'elles meurent dans les différents organes. Depuis longtemps les chercheurs ont compris que des cancers pouvaient survenir quand les cellules souches commettaient de petites erreurs, des mutations. Mais cette nouvelle étude est la première à tenter de comprendre la proportion de cancers déclenchés par ce processus par rapport à ceux dus à la génétique ou à un environnement défavorable. "Changer nos habitudes de vie sera très utile pour éviter certaines formes de cancer, mais ne sera guère efficace pour d'autres", note Cristian Tomasetti, biomathématicien et professeur assistant d'oncologie à Johns Hopkins. "On devrait mobiliser davantage de ressources pour trouver des moyens de détecter ces types de cancers aléatoires à un stade précoce, soignable", conclut-il.

© 2014 La Nation

RUBRIQUE PRÉPARÉE PAR LA RÉDACTION

MARCHÉS FINANCIERS MONDIAUX

LE BILAN DES BOURSES MONDIALES

Si l'année 2014 s'est soldée par une performance quasi inchangée (-0,54%) pour le CAC 40, certaines places financières ont connu une évolution beaucoup plus contrastée. Les marchés russe et grec ont ainsi dévissé, tandis que les Bourses asiatiques et sud-américaines ont décollé, mais pas toujours pour de bonnes raisons...

En tête des performances boursières en 2014, l'indice large de Shanghai s'est envolé de 52,9% et l'indice CSI300 (les 300 principales valeurs négociées à Shanghai et Shenzhen) a décollé de 51,7% sur l'année. Les marchés d'actions de Chine continentale (Shanghai et Shenzhen) ont en effet fortement progressé sur fond de statistiques meilleures que prévu mais surtout grâce à l'arrivée des investisseurs étrangers après la mise en place du Hongkong-Shanghai Connect . Sans oublier la baisse surprise des taux directeurs par la Banque populaire de Chine, qui se veut beaucoup plus interventionniste.

D'autres places asiatiques et des pays émergents ont aussi fortement progressé à l'image de la Bourse de Bombay (+29,6%), Jakarta (+22,3%) ou encore Istanbul (+21,8%). Découvrez la carte des indices boursiers mondiaux sur Capital.fr .

En Amérique du sud, certains marchés financiers sud-américains se sont eux aussi très bien comportés en 2014 : le principal indice argentin, le Merval (Mercado de Valores) a grimpé de 56,3%, tandis que la Bourse du Venezuela a bondi de 38,35%. Mais, à Buenos Aires comme à Caracas, la hausse s'explique par l'hyper inflation, qui incite les investisseurs à se réfugier sur l'immobilier et les actions, alors que tous les produits du quotidien ont vu leur prix décupler. L'inflation a ainsi dépassé 60% l'an dernier au Venezuela, tombé en récession, alors que le pays est touché de plein fouet par la chute des cours du pétrole, dont l'Etat tire 96% de ses revenus.

La division par 2 du prix du baril en 2014 a eu l'impact opposé en Russie, grand exportateur de pétrole, où la Bourse de Moscou a dévissé de 45,1%. Le pays a en effet cumulé les sanctions économiques occidentales liées à la crise ukrainienne, et l'effondrement du rouble dans le sillage des cours de l'or noir. Et ce n'est pas fini, d'après la banque centrale russe, le PIB pourrait reculer de 4% l'an prochain.

Retour des vieux démons de la crise de la dette en Europe. De façon plus classique, la Bourse grecque a chuté de 28,9% en 2014 sur fond d'incertitudes politiques en raison de la dissolution du Parlement grec suite à l'échec de l'élection du président aux premier et deuxième tours. Des élections législatives anticipées seront organisées fin janvier avec le risque de voir le parti anti-austérité Syriza arriver au pouvoir. En tête dans les sondages, il est notamment favorable à l'arrêt des programmes de sauvetage et souhaite une réduction considérable de la valeur des investissements des créanciers internationaux. Certains de ses membres sont aussi favorables à la sortie de la zone euro, un scénario craint depuis longtemps par les autorités européennes et les investisseurs. De son côté, l'indice phare portugais, le PSI 20, a perdu 26,8% l'an dernier, affecté par les craintes de crise financière dans le pays après la faillite de la banque Banco Espírito Santo (BES). L'ex-première banque du pays, qui a du être sauvée pendant l'été par l'État, a vu sa capitalisation boursière s'évaporer de 80%

et est désormais à vendre. Cette affaire a laissé craindre un effet de contagion à l'ensemble de l'économie, en particulier via l'exposition de la banque aux obligations portugaises.

Enfin, de très belles performances ont été réalisées aux Etats-Unis, où les indices boursiers ont battu, à de très nombreuses reprises, leurs propres records. Le Dow Jones a terminé l'année sur un gain de 7,5%, le S&P500 a grimpé de 11,4% et le Nasdaq, indice vedette des valeurs technologiques, a progressé de 13,4% en 2014, se rapprochant de son plus haut niveau datant de la bulle internet en 2000. Les investisseurs ont récompensé la confirmation d'une croissance dynamique, la baisse du chômage et le soutien affiché de la Réserve fédérale.

CHANGE

BILAN DES MONNAIES EN 2014 : LE DOLLAR EN SUPERFORME

Le dollar a terminé l'année 2014 sur un gain de 12% face à un panier de monnaies de référence et les attentes d'un relèvement des taux aux Etats-Unis l'an prochain risquent fort d'entretenir son mouvement ascendant. Ce sera la meilleure performance du billet vert depuis 2005, lorsqu'il était monté de près de 13%. L'indice du dollar a atteint cette année un pic de huit ans, profitant d'une politique monétaire américaine qui semble plutôt s'orienter vers une remontée des taux alors qu'à l'inverse l'heure est à l'assouplissement en Europe et au Japon. Cette divergence devrait rester à l'ordre du jour l'an prochain. Les derniers indicateurs économiques ne font que renforcer l'opinion que l'économie américaine s'accommodera bien d'une hausse des taux qui pourrait intervenir à la mi-2015, de l'avis des marchés. Le billet vert est également en hausse cette année face au dollar australien, au dollar néo-zélandais et à la couronne norvégienne. Enfin, le yuan subirait cette année face au dollar sa première perte annuelle importante depuis sa réévaluation de 2005. Elle serait de 2,4%, après un gain de 2,8% en 2013. La monnaie chinoise avait déjà subi une perte, mais modeste, en 2009. La Chine assouplira l'encadrement du yuan le 1er janvier, remplaçant les plafonds quotidiens sur les positions de change des banques par des limites hebdomadaires et certaines banques ne seront ainsi plus obligées de maintenir des positions longues minimales sur le dollar. Le yuan

a fortement baissé dans le courant de l'année, une dépréciation voulue par la Banque populaire de Chine (PBoC), pense-t-on, pour contrecarrer les spéculateurs. L'euro s'est également affaibli et cote actuellement sur des plus bas annuels (contre le dollar) ; c'est ainsi clairement le billet vert qui prend le dessus et se voit renforcé en cette fin d'année.

© 2014 La Nation

RUBRIQUE PRÉPARÉE PAR LA RÉDACTION

MANAGEMENT, DROIT, PATRIMOINE

L 'USINE DE L' AVENIR

L'usine n'avait pas subi pareil bouleversement depuis la révolution industrielle du XIXe siècle. La récente irruption des outils numériques est en train de modifier considérablement la production industrielle. Fabrication additive (impression 3D), cobotique (interaction entre un opérateur humain et un système robotique), logiciels de réalité virtuelle, dialogue entre machines (MtoM), Internet des objets : la liste de ces technologies émergentes est longue comme un bras robot articulé. Cette évolution dite de la fabrication intelligente (smart manufacturing) a été l'objet de la première conférence du même nom, organisée le 28 novembre 2014 au palais des congrès de Versailles par l'établissement public Paris Saclay et le pôle de compétitivité Systematic. Objectif de ce colloque : faire le point sur l'apport des technologies numériques aux processus industriels, et, par ricochet, tenter de donner du « glamour » à une usine qui en a bien besoin. En effet, les emplois industriels n'attirent plus les jeunes diplômés. D'après le palmarès des employeurs 2013 de Regionjob, seule Airbus fait partie du Top 15 des entreprises les plus attractives. Parallèlement, l'industrie pèse de moins en moins dans l'activité économique : entre 1980 et 2011, son poids au sein du PIB est passé de 24 à 12%. Enfin, la France est un des pays développés qui possède le moins de robots industriels : 31 600 en 2014 selon l'IFR (International Federation of Robotics), soit 125 pour 10.000 salariés, contre 150 aux États-Unis,

282 en Allemagne et 437 en Corée du Sud. C'est pourquoi l'usine de l'avenir fait partie des 34 plans de la reconquête industrielle impulsés à la fin de 2013 par Arnaud Montebourg, alors ministre de l'Économie et du Redressement productif. Dans le cadre du programme d'investissements d'avenir, Bpifrance a annoncé en juin dernier qu'elle allait accorder 1,2 milliard d'euros de prêts « usine du futur » (jusqu'à 12 millions d'euros par entreprise). Selon Benjamin Gallezot, directeur général adjoint à la direction générale des entreprises du ministère de l'Économie, ce plan comporte trois volets : la mise en oeuvre de sites pilotes, avec 19 projets en cours dans lesquels « les pouvoirs publics s'impliqueront si nécessaire », un programme ambitieux de recherche et développement (R & D) et une amélioration des capacités de production des PME. « Ce mariage de l'industrie et du numérique a trouvé un territoire naturel à Paris Saclay », selon Benjamin Gallezot. Il est vrai que l'établissement public, fort de ses deux universités, dix grandes écoles et sept établissements de recherche, représente 15% de la recherche française, a rappelé son président Pierre Veltz. Dans ce domaine stratégique de l'innovation, la compétition entre les grands pôles mondiaux fait rage. De la Silicon Valley californienne à la région de Boston avec Harvard et le MIT, en passant par Bangalore en Inde et Tsukuba à Tokyo, il faut absolument être identifié comme faisant partie du « circuit international des talents », selon Pierre Veltz, qui espère bien que les programmes autour de l'usine connectée aideront à placer Paris Saclay sur la carte. Cette Industrie 4.0 - un concept allemand - est aussi un enjeu européen. Jean-Claude Juncker, nouveau président de la Commission européenne, veut faire passer le poids de l'industrie dans le PIB européen de moins de 16 % aujourd'hui à 20% d'ici à 2020. Et compte consacrer 2 milliards d'euros sur dix ans à la recherche sur ce thème. Zeljko Pazin, directeur exécutif de l'EEFRA (European Factories of The Future Research Association), association chargée de nouer des partenariats public-privé (PPP) entre les entreprises et l'Union européenne, estime que « c'est à la fois beaucoup et peu : 75% des investissements en R&D sont privés ». Des appels à projets sur six axes technologiques sont ouverts à destination des PME innovantes sur le portail de l'EEFRA (effra.eu) jusqu'au 4 février 2015, pour un budget global de 143 millions d'euros. Exemple de cette coopération entre public et privé : le programme Robot Start PME, conduit par le Cetim (Centre technique des industries mécaniques), le Symop (syndicat des entreprises de technologies de production) et l'institut CEA List qui a pour but

d'aider 250 petites et moyennes entreprises à installer leur premier robot. Jean Tournoux, délégué général du Symop, cite ainsi Pernoud, une PME de 100 personnes qui fabrique des moules pour l'industrie automobile. Une machine-outil usine les 150 à 250 pièces du moule et un robot les assemble. Ce robot travaille 24 h/24 grâce à une maintenance à distance. En cas de problème, un opérateur reçoit un SMS, se connecte via Internet sur la machine-outil munie d'une webcam, prend la main si nécessaire et peut remplacer l'outil, ou, s'il n'est plus disponible, changer la pièce en cours d'usinage. Au premier rang des industriels concernés par cette fabrication intelligente, on trouve Dassault Systèmes, qui conçoit les programmes de modélisation numérique et de PLM (Product Lifecycle Management, gestion du cycle de vie des produits), et Fives Group, qui construit des usines pour l'industrie lourde et manufacturière. Le groupe lillois a créé dès 2010 l'Observatoire Fives des usines du futur, un groupe de réflexion qui organise des événements, comme le 17 décembre au Collège des Bernardins à Paris sur le thème de la place de l'homme dans l'usine. Pour Michel Dancette, directeur de l'innovation de Fives Group, le plan 34 n'est rien moins « qu'une réflexion stratégique sur la nouvelle France industrielle : Comment allons-nous produire l'avion et le train de demain ? ». Chez Dassault Systemes, François Bichet, responsable de la stratégie technologique, annonce toujours plus de numérisation : « Comme l'a prédit Michael Schrage du MIT, nous entrons dans l'ère de l'hypersimulation. Le numérique va libérer l'homme des tâches répétitives et fatigantes, pour qu'il puisse mettre ses fonctions cognitives au service de la qualité et de l'innovation. » Une usine du futur à la fois ultranumérisée et mieux adaptée à l'humain : voeu pieux ou avenir probable ? Réponse dans les prochaines années.

2014, LE DÉBUT DU CROWDFUNDING

En 2014, le crowdfunding a décroché le million . Depuis 2008, date de ses débuts en France, ce nouveau moyen de financement - qui met en relation quasi-directe, via des plateformes Internet, des porteurs de projets en quête d'argent frais avec des particuliers désireux d'investir, de prêter ou de donner une partie de leurs économies - totalise plus d'un million de contributeurs. Les fonds collectés, via la quarantaine de plateformes de crowdfunding françaises, pèsent près de 150 millions d'euros, mais ont doublé depuis l'année dernière. Une ampleur suffisante pour que le

gouvernement légifère. Mais celui-ci va même plus loin. Entrée en vigueur le 1er octobre, la loi de réglementation du crowdfunding légitime cette pratique comme une alternative aux capitaux privés pour développer son business. Elle permet notamment aux start-up ou aux PME de lever jusqu'à 1 million d'euros via les plateformes spécialisées dans l'investissement en capital. De quoi prendre le relais des banques, frileuses sur les créations d'entreprises et la recherche développement... Pour donner des gages aux épargnants qui souhaitent investir, la loi a prévu un encadrement strict des plateformes de crowdfunding. Surveillées par l'AMF, l'Orias et l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution. Ces trois organismes vérifient la solidité des business plan, la rigueur de leur procédures ou encore la fiabilité de leurs systèmes informatiques et garantissent la transparence des sociétés de crowdfunding, qui doivent leur rendre des comptes. Cette surveillance n'a toutefois pas refroidi les vellétés : "une vingtaine de nouveaux acteurs sont venus grossir les rangs de la profession, au cours des huit premiers mois de l'année", évalue le cabinet Précepta. Ce qui laisse présager aux analystes une très proche consolidation du secteur.. Pour survivre sur un marché mondial de 3 milliards de dollars, largement dominé par les Etats-Unis, les (petits) acteurs français devront dépasser les frontières pour s'imposer. Mais sans harmonisation européenne des réglementations du financement participatif, pas de salut : une plateforme française ne peut en effet pas permettre à des épargnants d'autres pays européens d'investir dans des PME françaises.

© 2014 La Nation

RUBRIQUE PRÉPARÉE PAR MYRIAM ROMUALD ELUTHER ET LE CABINET DE CONSULTANT INTERFACE

TABLEAU DE BORD

LE SMIC

Le montant du SMIC horaire brut est fixé, à partir du 1er janvier 2015 à 9,61euros de l'heure. Avec cette hausse , le salaire minimum passe à 1457,52 euros bruts mensuels pour 35 heures. Avec la prise en compte de l'accord BINO le salaire minimum devrait être différent .

INDICE DE RÉFÉRENCE DES LOYERS

Au troisième trimestre 2014, l'indice de référence des loyers est de 125,24 et augmente de 0,47% sur un an. .

INDICE DU COÛT DE LA CONSTRUCTION

L'indice du coût de la construction (ICC) s'établit à 1 615 au quatrième trimestre 2013 après 1 612 au trimestre précédent. En glissement annuel, l'ICC diminue (-1,46 %).

INDICE DES LOYERS COMMERCIAUX

Un avis publié au Journal officiel du 6 avril 2014 précise que l'indice des loyers commerciaux (ILC) du quatrième trimestre 2013, calculé sur une référence 100 au premier trimestre de 2008, atteint 108,46.

POPULATION

POPULATION 2011: 404 635 habitants

OFFRE

PIB 2013 : **8103** dont 34 % de PIB non marchand (2 732)

IMPORTATIONS 2013: **2897**

RESSOURCES TOTALES : 11 000

DEMANDE

CONSOMMATION 2013: 8 491 (**4928** ménages et **3563** administration)

INVESTISSEMENT 2013 : **1465**

EXPORTATIONS 2013 : **830**

DEMANDE TOTALE : 11 000

PRIX

NOVEMBRE 2014 : -0,2 % sur un mois ; 0,5 % sur un an.

EMPLOI , CHÔMAGE

DEMANDEURS D'EMPLOI (A B C D E) en novembre 2014: 74270 (0,2% sur un mois et 5 % sur un an).

OFFRES D'EMPLOI en novembre 2014 : 720 (- 1 % sur un mois).

EMPLOI MARCHAND au 30 septembre 2012 : 49 800 (dont 8,500 industrie , 7,500 construction, 33,800 service marchand)

EMPLOI NON MARCHAND EN 2010 : 48577 dont 36 282 fonctionnaires (état

15212, collectivités locales 15 729 , santé 5341).

ENTREPRISES CRÉÉS

NOMBRE D'ENTREPRISES CRÉÉES en 2012 : **5 004 (-10,9 %)**

RUBRIQUE PRÉPARÉE PAR L'OBSERVATOIRE ÉCONOMIQUE CARAÏBE

http://guadeloupeconvention.typepad.com/observatoire_economique_c/

LA NATION POUR VOUS INFORMER

**DIFFUSER LA PÉTITION POUR FAIRE
BAISSER LES IMPOTS LOCAUX SUR LE
NET QUI PEUT ÊTRE TÉLÉCHARGÉ SUR
LE SITE DE LA CONVENTION POUR
UNE GUADELOUPE NOUVELLE**

ET

SIGNER LA